

facteurs qui semblent avoir favorisé chez les dirigeants un intérêt plus marqué pour la politique intérieure. On peut invoquer aussi deux autres facteurs : l'intérêt accordé par les Soviétiques aux événements ailleurs dans le monde, comme au Moyen-Orient ou au Viet Nam, et la fermeté affichée par les gouvernements Kennedy, Johnson et Reagan. Autrement dit, même si le défi posé par l'URSS dans les Caraïbes et ailleurs dans le tiers-monde est une conséquence plus ou moins logique de son assurance grandissante dans le tiers-monde et de son accession au rang de puissance militaire mondiale, ce défi est malgré tout déterminé par la politique américaine.

Si l'on en juge d'après les cas étudiés ici (exception faite, bien sûr, de la crise des missiles), les Soviétiques ont pour politique d'affirmer peu à peu leur présence dans les Caraïbes sans prendre de risques.⁹⁸ Dans cette région que les Américains considèrent comme stratégiquement essentielle, où ils jouissent d'un avantage militaire énorme et où ils sont prêts, comme ils l'ont montré plusieurs fois, à intervenir *manu militari* s'il le faut pour protéger leurs intérêts, les dangers d'une confrontation avec les États-Unis l'emportent sur les avantages de toute évidence considérables dont l'URSS croit qu'elle bénéficierait en sapant la position des Américains dans les Caraïbes et en y renforçant sa propre présence militaire. Ainsi, l'URSS semble se contenter d'attendre l'évolution des choses qui finira tôt ou tard par miner les intérêts américains dans la région. Dans ce contexte, il convient d'analyser brièvement la notion, aujourd'hui répandue, que l'Union soviétique ne reconnaît la légitimité d'aucune sphère d'influence et qu'elle est résolue à supplanter les États-Unis partout dans le monde.⁹⁹ Dans le contexte de l'élaboration des politiques, il importe peu finalement que l'Union soviétique reconnaisse ou non les sphères d'influence des États-Unis. À bien y penser, les pays occidentaux ne reconnaissent pas forcément la légitimité de l'influence soviétique sur l'Europe de l'Est. Ce qui compte, c'est que chaque superpuissance se garde de contester trop directement l'emprise de l'autre sur ses sphères d'influence parce qu'en dernière analyse, toute action visant à y bouleverser le statu quo comporte bien plus de risques que d'avantages. Sur ce plan pragmatique plutôt que normatif, l'URSS respecte bel et bien certaines sphères d'influence américaines et elle formule ses politiques en conséquence.

⁹⁸ On pourrait dire que l'épisode d'octobre 1982 a renforcé cet aspect de la politique soviétique dans la région.

⁹⁹ H. Gelman, *The Brezhnev Politburo and the Decline of Détente* (Ithaca : Cornell University Press, 1984), pp. 35, 229.